

# Pegasus: le PPI invite le Parlement à interpeller le gouvernement



Le Parti du Peuple et d'Intégrité (PPI) s'insurge contre l'[espionnage des togolais à l'aide de « Pegasus »](#). Pour ce parti, il est inadmissible d'exercer une telle pratique à l'encontre des journalistes, des hommes politiques issus de l'opposition et des militants des droits de l'homme. Le PPI demande à l'Assemblée Nationale de trouver une voie pour contraindre le gouvernement à soumettre pour approbation par un magistrat toute forme de surveillance d'un citoyen Togolais.

L'espionnage des togolais à l'aide de Pegasus a été révélé faite par des médias. L'affaire enflamme la toile ces derniers jours. Le PPI manifeste son indignation.

« Au moment où les discussions quotidiennes des Togolais se résument à comment faire face à la vie chère actuelle, survenue par manque d'une politique d'anticipation de la part de leurs Gouvernants, ces derniers ont choisis plutôt de déployer de lourds moyens afin de contrôler la vie privée des pauvres citoyens », s'est offusqué Zato Kadambaya, représentant dudit Parti aux Etats Unis.

Pour ce dernier, si cette affaire s'avère, « ce sera une violation des droits fondamentaux de la libre expression que les Togolais ne vont pas tolérer à leur gouvernement ».

« Le PPI qui soutient les efforts et outils permis au gouvernement de lutter contre le terrorisme dans la protection du peuple Togolais, condamne par contre avec fermeté toute attitude peu orthodoxe qui tendrait à appliquer nos lois sécuritaires dans un cadre hors de l'esprit et de réelles intentions prévues par nos lois en vigueur », lit-on dans le communiqué du parti.

Par ailleurs, les responsables de cette formation politique demandent au gouvernement et surtout aux ministères concernés, de rassurer les togolais que leurs discussions de survie quotidienne ne font l'objet d'écoute.

Le parti demande également à la Présidente de l'[Assemblée Nationale](#), Djigbodi Yawa Tségan, de convoquer les représentants du peuple en une session extraordinaire pour interpellier le gouvernement afin que des explications soient données au peuple togolais.